

En hausse

SCOR - L'agence de notation financière Standard & Poor's a relevé, mardi 5 juin, la note du réassureur français de « A » à « A + », avec perspective stable, grâce à l'amélioration de son profil financier. Depuis mars, les agences Fitch, A.M. Best et Moody's ont aussi relevé leur note.



En baisse

L'AUTOMOBILE EN ALLEMAGNE - Les immatriculations de voitures neuves ont diminué de 4,8 % en mai sur un an en Allemagne, à 289 977 unités, a annoncé dans un communiqué l'agence automobile allemande KBA, lundi 4 juin.

Les cours du jour

(05/06/12, 09 h 46)

EURO	1 euro	1,2451 dollar (achat)
OR	Once d'or	1 606 dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	84,17 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	2,31 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	1,56 (à dix ans)

L'Europe en état d'alerte sur les banques espagnoles

Le coût de la recapitalisation des établissements financiers ibériques pourrait atteindre 100 milliards d'euros

Est-on à l'aube d'une nouvelle crise bancaire dans la zone euro ? L'inquiétude grandit, à mesure que le système bancaire se fissure, dans les pays fragiles : en Grèce et au Portugal - où l'aide européenne et du Fonds monétaire international (FMI) devrait couvrir les pertes - et désormais, en Espagne, où les caisses d'épargne ploient sous le fardeau de créances irrécouvrables, qui ne cessent de gonfler avec l'éclatement de la bulle immobilière.

L'heure est grave, et mardi 5 juin, lors d'une conférence téléphonique de crise, les ministres des finances du G7 devaient s'entretenir du regain de tensions dans la zone euro et de « la faiblesse de certaines banques », selon une déclaration faite à l'AFP, lundi, par le ministre des finances canadien, Jim Flaherty. L'Espagne focalise l'attention.

En vérité, les Etats européens, dont les finances publiques sont sous tension et doivent être redressées, pour faire repartir l'économie, redoutent d'être à nouveau sollicités, pour sauver les banques.

La crise bancaire de 2008 (la crise des subprimes, ces crédits immobiliers à risques américains), qui s'était muée en crise des dettes publiques, va-t-elle à nouveau se transformer en crise bancaire ?

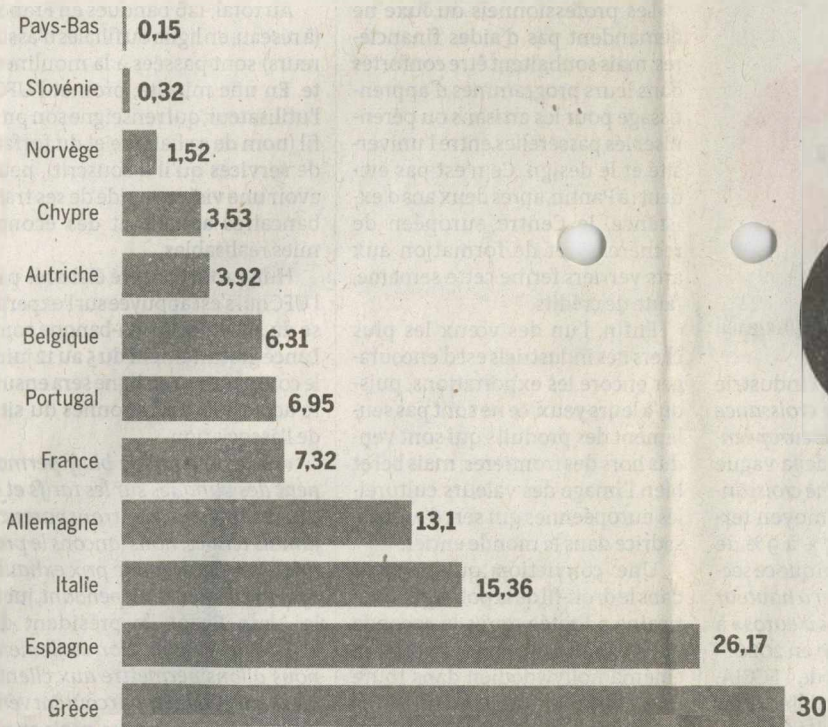
Ce cercle vicieux qui voit les problèmes des banques contaminer les finances des Etats, puis, par un violent effet de boomerang, les problèmes des Etats contaminer les finances bancaires, fait frémir les dirigeants politiques.

La situation du secteur bancaire européen est contrastée. Deux blocs se distinguent : celui des banques qui, prises globalement, ont traversé les quatre années de crises financières sans trop de heurts, et continuent de résister, comme les banques françaises (exception faite de Dexia), italiennes et allemandes. Celles-là devraient réussir à augmenter leurs capitaux propres d'ici au 30 juin, ainsi que l'exige l'Autorité bancaire européenne (EBA) afin de renforcer la solidité du secteur.

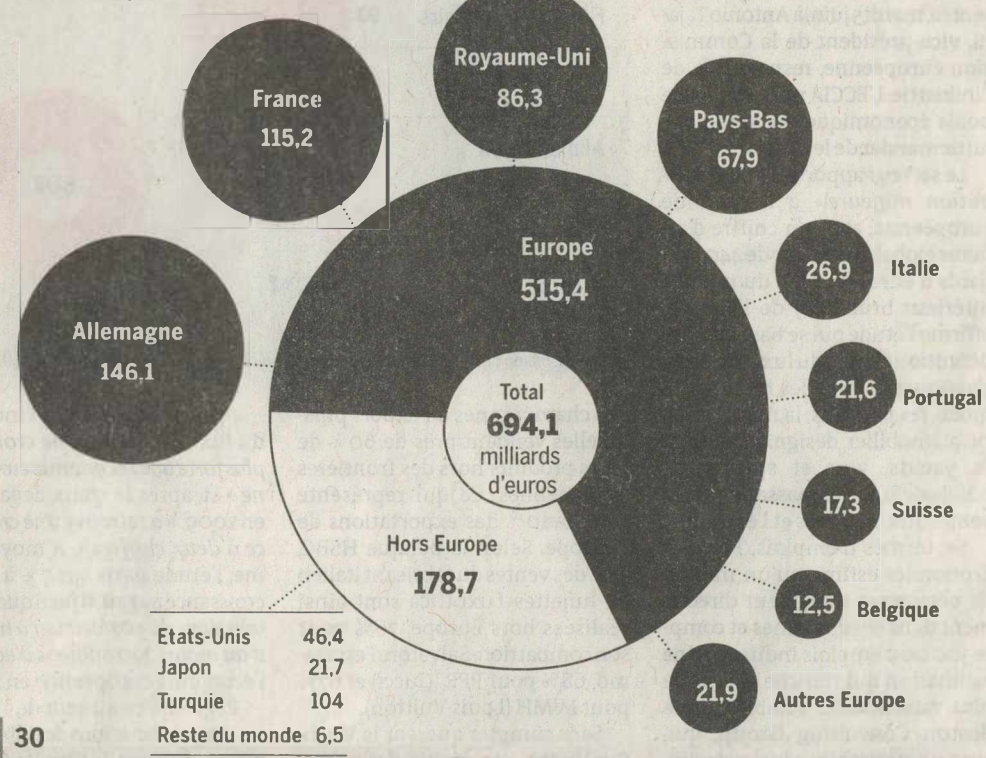
En décembre 2011, le besoin de recapitalisation des banques européennes avait été chiffré à 115 mil-

Les établissements allemands les plus exposés à la dette espagnole

BESOINS EN RECAPITALISATION DES BANQUES, ANNONCÉS EN DÉCEMBRE 2011 PAR L'AUTORITÉ BANCAIRE EUROPÉENNE, en milliards d'euros



EXPOSITION DES BANQUES EUROPÉENNES À LA DETTE EXTÉRIÈRE ESPAGNOLE (toutes créances confondues : dettes publiques, créances privées) en milliards d'euros, décembre 2011



SOURCES : AUTORITÉ BANCAIRE EUROPÉENNE ; BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX

liards d'euros par l'EBA. Un montant qui n'avait pris en compte que la dépréciation des dettes souveraines dans les bilans, et que l'EBA entend désormais revoir, à la lumière de l'aggravation de la crise et des problèmes particuliers (notamment, la crise immobilière espagnole).

Certains établissements pourraient avoir des difficultés ponctuelles à se recapitaliser et faire appel à l'Etat - par exemple en Allemagne. Mais dans ces pays, le problème est moins la robustesse des banques, que la nécessité de maintenir un bon niveau de financement de l'économie et du retour à la croissance, en poussant les banques à faire crédit aux ménages et aux entreprises.

Dans le second bloc, se trouvent les banques des pays malades, ou vacillants, de la zone euro. Trois cas posent problème : le Portugal,

la Grèce et surtout, l'Espagne. Le cas portugais paraît sous contrôle. Le pays vient d'annoncer qu'il allait recapitaliser ses trois grandes banques, grâce au plan d'assistance internationale de 78 milliards d'euros.

Épée de Damoclès

Millennium bcp, Banco BPI et la Caixa geral de depositos (publique), percevront près de 6 milliards d'euros. Si l'argent n'est pas remboursé, l'Etat détiendra 30 % de BPI et 40 % de Millennium.

En Grèce, le gouvernement vient de nationaliser le secteur bancaire, avec l'argent de l'Europe et du FMI. Les banques percevront 50 milliards d'euros du Fonds européen de stabilité financière (FESF), dont 18 milliards ont déjà été versés le 31 mai aux quatre principales banques.

Enfin, il y a l'Espagne, le cas le

plus épineux, qui cristallise aujourd'hui, par son ampleur, l'attention des chefs d'Etat et de gouvernement européens, de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne.

La crise immobilière couvait dans la péninsule ibérique depuis 2008, et planait comme une épée de Damoclès sur les Caisses d'épargne, plus exposées que les grandes banques privées du pays (telle Santander, très internationale) au financement de l'économie locale (ménages et promoteurs immobiliers). Mais ce sont les difficultés soudaines de Bankia, la troisième banque du pays, en mai, qui ont mis le feu aux poudres. Elle s'est tournée vers l'Etat, pour lui réclamer le plus gros sauvetage de l'histoire du pays, avec une facture totale de 13 milliards d'euros.

Redoutant d'autres sinistres financiers, alors que la bulle immo-

bilière n'en finit pas d'éclater, après des années de croissance indexée sur l'industrie du BTP, le gouvernement s'est rendu à l'évidence qu'il faudrait recapitaliser tout le secteur bancaire. Le chiffrage du coût pour l'Etat est faramineux : la première estimation de 50 milliards d'euros effectuée par le gouvernement de Mariano Rajoy pourrait grimper à 90 milliards, selon des experts de l'Etat fédéral allemand, cités par le journal *Der Spiegel*.

Cette estimation est corroborée, en France, par l'économiste Patrick Artus de Natixis, professeur à l'École Polytechnique. De retour d'Espagne, il estime pour sa part à 100 milliards d'euros le besoin de recapitalisation des banques espagnoles ! Ce qui lui fait dire que l'Espagne ne pourra pas s'en sortir seule : « Selon nos calculs, les banques vont devoir constituer encore

213 milliards d'euros de provisions financières, pour purger le fardeau des crédits immobiliers douteux aux promoteurs. Elles ne pourront pas faire face seules. L'Etat non plus. Il reste 9 milliards d'euros dans son fonds de d'aide aux banques [le FROB]. Il faut un montage européen. »

Vivement souhaitée par les économistes, et par l'Espagne elle-même, la piste d'une intervention directe du Mécanisme européen de stabilité (MES) en faveur des banques divise les Européens. La France, qui s'est exprimée par la voix de son ministre des finances, Pierre Moscovici, est favorable à ce principe. L'Allemagne y est réticente. « Tout l'enjeu du moment est de décorréliser les finances des Etats de celles des banques. N'attendons pas », avertit un conseil du gouvernement. ■

ANNE MICHEL

Bruxelles cherche à prévenir et à gérer les crises bancaires

C'EST UN PREMIER PAS, modeste, en direction d'une union bancaire. Michel Barnier, le commissaire européen aux services financiers, doit présenter, mercredi 6 juin à Bruxelles, un projet destiné à mieux prévenir et gérer les crises bancaires. Cette proposition a été plusieurs fois reportée ces derniers mois en raison du séisme ébranlant la zone euro, de peur qu'elle n'attise la nervosité des marchés.

Cette fois, le projet est dévoilé au moment où les dirigeants européens et la Banque centrale européenne examinent la meilleure façon de renforcer l'intégration financière du continent, par le biais d'une supervision accrue, mais aussi grâce à des fonds mutualisés de recapitalisation et de garantie des dépôts.

La proposition, dont l'entrée en vigueur n'aura pas lieu avant 2014 et après examen par les Etats et le Parlement européen, se cantonne à la mise en place de fonds nationaux, et non européens, de soutien aux banques. De manière inédite, ces fonds seront financés par la profession, par le biais d'un prélèvement obli-

gatoire - à hauteur de 1 % des dépôts d'ici à dix ans - et non plus par les pouvoirs publics. Autre nouveauté, un Etat sera dans l'obligation de mettre son fonds à disposition d'un de ses voisins en cas de demande.

L'objectif de la proposition est de mieux encadrer la gestion des crises bancaires, des sauvetages récents comme Fortis ou Dexia ayant été orchestrés dans l'improvisation totale. Avec au final, une facture très importante pour les Etats.

« La nature des activités bancaires et leur complexification ont rendu très difficile de laisser une banque faire faillite, dit-on dans l'entourage de M. Barnier. L'idée est de ne plus mettre le contribuable en première ligne : il faut faire disparaître la garantie implicite dont bénéficient les grands établissements, qui peut parfois s'avérer pousse-au-crise. »

Le projet s'articule autour de trois phases. Dans une phase de prévention, même quand tout va bien, chaque grand établissement doit déposer auprès de son superviseur national un « plan de résolution et de continuité » en cas de cri-

se ou de gros stress financier, comme la vente de telle ou telle filiale.

Dans un second temps, en cas d'« intervention précoce », les pouvoirs des superviseurs nationaux seront étendus pour qu'ils puissent intervenir assez tôt, avant que la situation financière de l'établissement ne se détériore irrémédiablement. Cela donnera au superviseur le moyen de stopper telle ou telle activité à risque, d'imposer une nouvelle direction, ou d'obliger à vendre une filiale.

« Laisser faire faillite »

Enfin, en cas de nouvelle aggravation, une phase de « résolution » est prévue. L'idée est alors de restructurer les établissements en faillite. Cette procédure se déroulera sous la tutelle de l'autorité nationale du siège de la banque, en concertation avec d'autres autorités pour la trentaine de banques paneuropéennes. En cas de litige entre superviseurs, l'arbitrage serait confié à l'Autorité bancaire européenne (EBA).

Pour intervenir, les autorités disposeront de différents outils : vente partielle ou totale des activités à une autre banque privée ;

transfert à une entité publique de défaisance ; création d'une « bad bank » pour cantonner les actifs toxiques. Enfin, le texte prévoit la mise en place d'un outil inédit de « bail-in », afin d'imposer une décote aux créanciers obligataires de la banque. Cette procédure n'entrera en vigueur qu'en 2018, afin, d'ici là, de ne pas risquer de compliquer encore le financement des banques européennes.

« Si la banque en grande difficulté n'est pas systémique [pouvant déstabiliser tout le système financier], on la laissera faire faillite tout en protégeant les épargnants », explique-t-on à Bruxelles. Si ce n'est pas le cas, les créanciers se verront appliquer une décote, tandis que les actionnaires verront leurs titres perdre toute valeur. Si après restructuration, la banque a toujours besoin d'argent, le fonds national de recapitalisation sera mis à contribution. Puis si celui-ci ne suffit pas, les fonds des autres pays prêteront l'argent nécessaire. Tout sera fait pour minimiser la facture des contribuables. ■

CLÉMENT LACOMBE ET PHILIPPE RICARD (À BRUXELLES)

Madrid juge que le marché de la dette lui est « fermé »

LA SITUATION DE L'ESPAGNE devient critique. Selon le ministre du Budget, Cristóbal Montoro, les tensions sont devenues telles que le pays ne peut plus avoir recours aux marchés pour se financer : la facture serait trop élevée pour Madrid. « La prime de risque signifie que l'Espagne n'a pas d'accès au marché », a-t-il estimé, mardi 5 juin, sur la radio Onda Cero.

Inquiets quant à la capacité du pays à sauver ses banques, minées par la crise immobilière, les investisseurs réclamaient mardi des taux de plus de 6,4 % pour prêter à l'Espagne à dix ans.

Les déclarations de M. Montoro interviennent alors que le pays doit emprunter sur les marchés jeudi environ 3 milliards d'euros à moyen et long terme. Une opération à haut risque qui pourrait s'avérer encore plus délicate après ces propos alarmistes.

« Ce n'est pas très astucieux, s'étonne ainsi Jesus Castillo, économiste chez Natixis. Peut-être est-ce un message politique pour appeler l'Europe à agir vite pour

aider l'Espagne ? » Pour M. Montoro, un plan de soutien financier de l'Espagne tel que ceux mis en œuvre en Grèce, en Irlande et au Portugal, est « techniquement impossible ».

Et hors de prix. Selon les analyses de Royal Bank of Scotland (RBS) un plan intégral de sauvetage de Madrid s'élèverait au total de 409 à 455 milliards d'euros (Banques, déficits publics...) « L'Espagne n'a pas besoin de ça, elle a besoin davantage d'Europe, davantage de mécanismes permettant l'intégration européenne », a plaidé M. Montoro. Une aide directe aux banques espagnoles par l'intermédiaire du Mécanisme européen de stabilité (MES) serait envisageable. Mais cette option réclame une réforme du MES.

Selon les analystes, le pays doit trouver entre 50 et 100 milliards d'euros, pour remettre à flot son système financier. Un « baiser de la mort », juge un analyste anglo-saxon. ■

CLAIRE GATINOIS ET CLÉMENT LACOMBE